

Prise de parole devant le siège de l'UMP, le 12 août 2010

Tout d'abord, bonjour à tous et merci d'avoir répondu présent aujourd'hui, qui, nous le savons tous, tombe en pleine période estivale.

Ce rassemblement devant le siège de l'UMP, s'inscrit dans la préparation de la journée de mobilisation du 07 septembre, à l'appel des 8 syndicats nationaux.

Comme vous vous en doutez, ce lieu n'a pas été choisi au hasard, car nous nous trouvons devant la tanière (qui signifie »grotte ou excavation servant de repaires aux bêtes sauvages«), de nos parlementaires majoritaires de ce pays.

Malheureusement, nous n'auront pas l'occasion d'entrer dans ce monument du déni démocratique, version local, car notre demande de rencontre, nous a été refusé par le président, le député et maire de Dun, Louis COSYNS, qui nous fait tout de même savoir qu'une date de rendez-vous pourra être prise à la rentrée.

Le sénateur Rémi POINTEREAU, quant à lui, nous recevra à sa permanence, le 31 août à 15 h 00.

Nos autres parlementaires UMP sont aux abonnés absents : aucune réponse de leur part, montrant si cela était nécessaire, toute l'importance qu'ils portent au dialogue social, à la contestation populaire et au refus par une grande majorité de français, de leur réforme des retraites.

Décidément, que ce soit au plus au sommet de l'état, ou dans notre département rural, nous voyons bien tout le mépris que ces élus de la république ont pour le monde ouvrier et le prolétariat.

Nous sommes les forces vives de ce pays, créateurs de richesses, faisant tourner ce pays. Mais trop d'injustice existent avec des riches de plus en plus riches et une classe ouvrière de plus en plus pauvre, se trouvant dans l'incapacité de se loger, de se chauffer et même, trop souvent, de manger à sa faim.

Combien de salariés pauvres, de retraités au resto du cœur ou logeant chez leurs enfants, de jeunes étudiants vivant dans des squats, ETC...

Les élus UMP de ce département ont une grande responsabilité, quant à leur implication dans laquelle nous vivons. Les projets de loi les plus dégueulasses contre les salariés, les retraités, les jeunes, les privés d'emploi, ont été voté par eux, les yeux fermés, sans tenir compte des

propositions de certains partis politiques et de certains syndicats dont la CGT.

En ne remettant pas en cause le modèle actuel, ils se rendent coupables de la misère de millions de personnes, tout en favorisant quelques uns, qui sont d'ailleurs, comme vous le savez, adhérents de leur parti et au MEDEF.

Il semble plus facile de stigmatiser telle ou telle minorité, d'avoir un discours xénophobe envers tel ou tel habitant de quartier, de générer un climat intolérable de peur de l'autre, que de dire stop au capitalisme et d'imposer un autre modèle de société avec une autre répartition des richesses au plus grand nombre.

Les intersyndicales qui se sont réunis pour préparer les différentes actions des mois passés, ont réaffirmés la nécessité d'ouvrir un vrai débat sur le dossier des retraites.

Quand nous parlons de vrai débat, nous insistons sur le fait que tout ce qui s'est fait jusque là, n'a été qu'un simulacre de démocratie. L'UMP, soutenue par le MEDEF, se servant de tous les médias disponibles, a essayé d'imposer une certaine idéologie sur l'acquisition des droits à la retraite future et sur les pensions des retraités actuels.

Personne n'est dupe. Un discours mettant les générations les unes contre les autres, les biens portants contre les malades, les salariés contre les privés d'emploi, les hommes contre les femmes et laissant, les jeunes dans la précarité par manque d'emploi, n'a convaincu personne, bien au contraire, nous avons pu le constater lors des dernières manifestations locales ou nationales ;

Nous avons pu voir une démagogie politico-capitaliste en lieu et place d'une politique pour tous basée sur le social et l'humain.

Il fallait sauver un bon soldat de l'UMP d'une étrange affaire, faisant passer le dossier retraite au second, voire au troisième plan, d'autant qu'un droit de grève d'un genre nouveau, venait d'apparaître sur les pelouses ;

Evidement ce fut toutes les instances de l'UMP, qui se chargèrent de cette besogne, députés et sénateur inclus. Les nôtres ont joué un rôle majeur dans le paysage local.

Encore une fois, l'écran de fumée provoqué n'a pas détourné les salariés des vrais problèmes de ce pays que sont, le salaire, l'emploi et les retraites.

Les mesures d'austérité, les licenciements déguisés dans la fonction publique, les mesures anti social annoncées ou en prévision sont autant de recul républicain qu'aucun citoyen ne peut accepter.

Pourtant ces mesures ont bien un intérêt pour certains : les marchés (pas celui de la Chancellerie ou des Gibjoncs), mais les marchés financiers et la spéculation qui ne connaissent pas la crise.

Plus nous ramons, plus ils avancent

Moins nous mangeons, plus ils s'engraissent.

Il nous appartient de faire basculer le système et de montrer que les citoyens de ce pays, ne sont pas que des machines à accepter un dictat, ordonné par quelques élus, au service d'un système ne rapportant qu'à une minorité.

Durant l'été, les initiatives locales de la CGT, ont eues un franc succès partout en France.

Cela montre bien que la mobilisation est à la hauteur de l'évènement.

Cependant, chers camarades aucun relâchement ne doit avoir lieu, au contraire.

Il faut amplifier nos actions, nos distributions, nos collages, afin de mobiliser encore plus, pour que le 7 septembre soit une journée noire pour la droite et le capitalisme. Tous ensemble nous pouvons gagner.

Une motion est en préparation et sera remise lors de la rencontre avec le sénateur Pointereau.